



André TOSEL

Professeur émérite de philosophie à l'Université de Sophia-Antipolis (Nice)
Auteur de "Nous citoyens, laïques et fraternels ?" (Éditions Kimé, 2015)

Collaborateur des revues «La Pensée», «Actuel Marx» et l'Humanité»

André Tosel : « Il est temps de stopper cette course au précipice »

Retrouvez la contribution du philosophe André Tosel, , auteur de "Nous citoyens, laïques et fraternels ?" (Éditions Kimé, 2015), malgré son intérêt pour notre séminaire n'a pas pu je joindre à notre séminaire sur "Les enjeux de la paix dans le monde aujourd'hui", organisé par le Mouvement de la Paix en partenariat avec la CGT le 30 janvier 2016 en marge du Conseil national du Mouvement de la Paix.

« L'attaque sanguinaire menée en France (le 13 novembre, NDLR) appelle la compassion humaine pour les victimes. Elle exige que soient prises les mesures de sécurité pour la vie des personnes et le fonctionnement normal des services et des institutions. S'il est dangereux et erroné de parler de troisième guerre mondiale, il reste à penser la multiplicité des états de guerre et de leurs causes ainsi que le rapport qui unit la violence géopolitique des États libéraux dits civilisés, celle des groupes qui font de la politique sous diction théologico-politique fanatique, à la violence anthropologique qui cancérisse partout les rapports humains. Cette violence produit des phénomènes de déshumanisation individuelle et collective et empêche la coexistence. Le deuil est nécessaire, mais, comme le dit Spinoza, et c'est difficile à vivre aujourd'hui, il ne s'agit ni de pleurer ni de rire, mais de comprendre pour donner une chance à la puissance d'agir en commun de communautés en paix, en rendant vivable et supportable l'existence de chacun(e).

Qu'attendre d'une politique de guerre – comme celle de la France républicaine de l'union sacrée entre Hollande, Sarkozy et Le Pen – contre l'« État islamique », si elle implique le maintien d'alliances avec des États comme le Qatar, la Turquie et l'Arabie saoudite qui jouent la carte de Daech ? Qu'attendre d'une alliance militaire qui ne se fonde pas sur la restauration du droit international et sur un

mandat de l'ONU, l'un comme l'autre mis à mal par la folle politique états-unienne – qui a détruit des États comme l'Irak, la Libye, la Syrie, le Liban, qui a cautionné une violence désormais cinquantenaire exercée par Israël contre le peuple palestinien ? Qu'attendre d'une guerre sans perspective de reconstruction des communautés et sans un traitement des immenses questions sociales ? Que fera l'Union européenne ? Quelles perspectives pour les États et les peuples du Moyen-Orient dans le cadre de guerres civiles, nationales ?

Comment ne pas être sidéré et inquiet par la précipitation de l'histoire de la mondialité qui entre dans une période où même les structures acquises de la civilisation vacillent et où s'éloigne la perspective des émancipations nécessaires ?

Nous en sommes à une troisième étape dans ce qui pourrait être une course à un précipice sans retour : l'état de guerre civile que veut imposer la terreur pratiquée par les partisans de l'« État islamique ». Elle fait suite à la vague de réfugiés sans précédent venant se déverser au sein de l'Union européenne pour fuir la guerre féroce qui oppose au Moyen-Orient des États en lutte pour une hégémonie sous-impériale. On se souvient aussi de la leçon brutale de maintien quasi dictatoriale de l'ordre économique néolibéral infligée à la Grèce, au mépris de la souveraineté populaire légitime et légalement exprimée. Une violence à plusieurs faces s'exprime sans que les États européens soient capables d'affronter ce qui est en grande partie le résultat de leur politique et de surmonter les racismes que cette politique a engendrés depuis la fin des années 1980. S'élargit une désassimilation des populations abandonnées par la crise entretenue de l'école et des services publics et sociaux. Sur fond d'opposition larvée entre majorités nationales « de souche » et minorités immigrées, les États européens s'opposent dans la gestion concurrentielle de leur force de travail et participent pour en tirer profit, dans le suivisme total, à la politique états-unienne de domination postcoloniale et post-impérialiste. Jusqu'à quelle catastrophe se poursuivra cette spirale descendante ? Allons-nous suivre cette logique du pire dans un interrègne obscur et hyper-violent ?

Une chose est sûre : nous avançons vers le précipice si est maintenu le couple infernal que constituent la poursuite européenne de la politique néolibérale et l'engagement d'une guerre sans perspective d'une paix durable, socialement émancipatrice et culturellement animée non seulement par l'égalité mais aussi par une fraternité agissante. Les risques d'une solution purement militaire sont évidents si perdure le régime d'état de siège dans un climat d'exaltation de l'unanimité. Cela rendrait un mauvais service à une République qui doit être refondée. Nous serions très vite confrontés à une limitation des libertés publiques

par un Patriot Act prolongé et la poursuite de la dé-démocratisation bien entamée par l'hégémonie culturelle du FN dans le sens commun ; la stigmatisation des populations arabes et africaines ; sans oublier la criminalisation de toute opposition à finalité émancipatrice et la poursuite d'une économie néolibérale hostile au droit social et à l'égalité réelle, avec détournement des moyens financiers au profit de l'effort de guerre. Dans ce contexte, le risque de guerre civile ne doit pas être sous-estimé. Le processus qui conduit de jeunes Français à partir en Syrie et à s'organiser en réseaux violents témoigne d'une haine de la société actuelle, vécue comme seule défense. « Je refuse et je détruis ce qui me refuse existentiellement et me détruit socialement », et plus rien, rien ne fait raison, que la négation nihiliste du nihilisme d'un mode d'accumulation privative infinie et insensée. L'autodestruction et la déshumanisation actives sont assumées comme sacrifice d'une cause fantasmée, réceptacle de toutes les frustrations. Il est temps de stopper cette course au précipice.

Il faut assécher cette inversion du désir de vie en désir de mort, produire ou plutôt restaurer des raisons de vivre et de bien vivre en commun sans la médiation d'une communauté de mort, sans la jouissance in-humanisante que cette communauté sans cause procure. La politique de l'islamisme fantasmé – qui connaît l'islam chez les militants meurtriers de Daech et quel islam ? – est bien une impolitique perverse. La guerre ne tiendra pas lieu d'une politique de fraternité. Nous n'avons pas à donner de leçons, nous les Européens, nous qui avons conduit des guerres mondiales, des massacres coloniaux et supporté des génocides. Mais nous pouvons rêver d'un Spinoza musulman et nourrir une activité interculturelle avec tous les intéressés auxquels revient le dernier mot en la matière. »

TEXTE ISSU D'UN ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE CHAILLAN LE VENDREDI, 20 NOVEMBRE, 2015 DANS L'HUMANITÉ